

# «Nord et Sud-Soudan devront faire face aux nouvelles réalités»

**Afrique** Les quatre millions d'électeurs appelés à décider de l'avenir du Sud-Soudan devraient massivement opter pour l'indépendance. Un 54e Etat africain est sur le point de voir le jour

Angélique Mounier-Kuhn

«Tout semble en place», affirment les Nations unies. A compter de ce dimanche et jusqu'au 15 janvier, près de 4 millions d'électeurs sud-soudanais sont appelés à voter pour ou contre l'indépendance de leur région. De l'avis unanime des observateurs, ils choisiront massivement de s'émanciper de la tutelle de Khartoum, la capitale du Nord, une décision qui préludera à l'avènement d'un 54e Etat sur le continent africain.

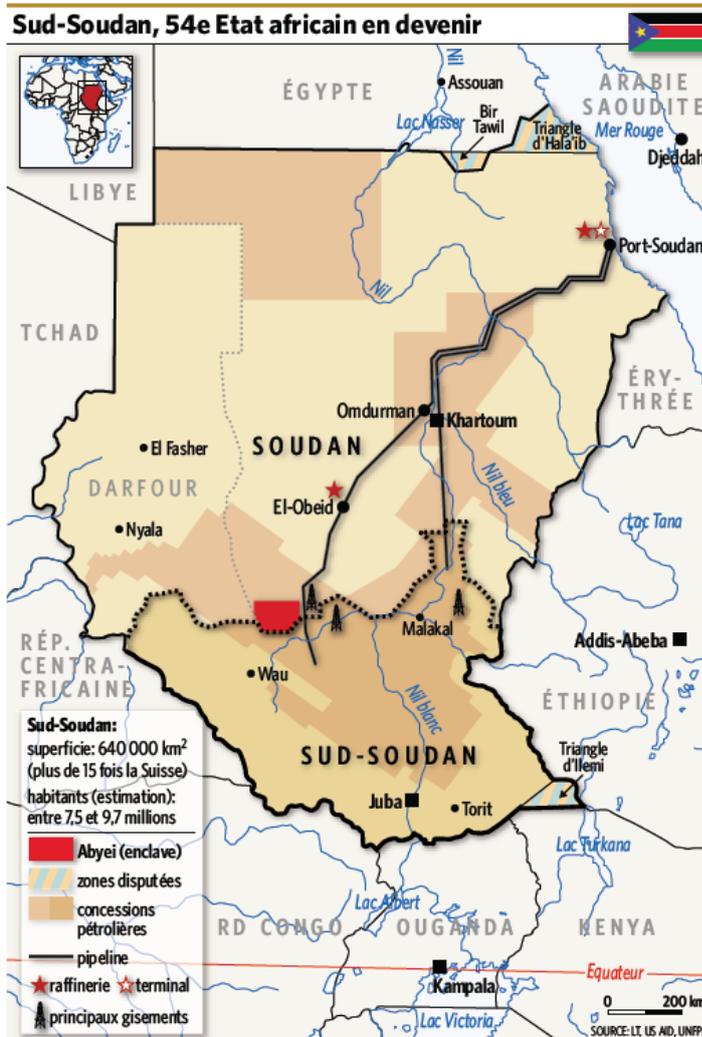
Le principe de ce référendum d'autodétermination avait été arrêté par l'Accord de paix global (CPA, pour Comprehensive Peace Agreement), signé en 2005 pour mettre un terme à une interminable guerre civile entre le Nord musulman et le Sud chrétien et animiste (1983-2005, 2 millions de morts). Il y a quelques mois encore, beaucoup doutaient que ce scrutin, lourd d'enjeux historiques (LT du 21.12.10), puisse se tenir à la date stipulée par le CPA, par manque de préparation. Le sursaut du Soudan et de la communauté internationale ces derniers mois a transcendé les pronostics pessimistes. Et vendredi, dans les rues de la capitale sudiste, Juba, la foule dansait de liesse en accomplissant sa «marche finale vers la liberté». Examen, avec Peter Pham, vice-président du National Committee on American Foreign Policy, un groupe de réflexion new-yorkais, des questions encore brûlantes à quelques heures de ce big bang annoncé au cœur de l'Afrique.

**Le Temps:** Le référendum aura donc bien lieu, en dépit des mauvais augures. Faut-il redouter des troubles durant le vote?

**Peter Pham:** Le vote débutera bien ce dimanche, dans les dix Etats du Sud-Soudan. Il doit durer une semaine, et tout laisse à penser qu'il se déroulera sans à-coups, bien que des difficultés mineures en matière de logistique soient vraisemblables. Cette région est grande comme la France et ne compte que 50 km de routes.

**– Les sudistes habitant au Nord voteront également. Risquent-ils d'être empêchés de le faire?**

– Il faut espérer que les autorités prennent les mesures nécessaires pour les protéger. Elles ont intérêt à le faire: les sudistes habitent



depuis longtemps dans le nord sont bien les seuls électeurs susceptibles de se prononcer en faveur de l'unité du Soudan.

**– A qui doit-on la tenue du référendum, jugée improbable il y a peu?**

– Les Soudanais sont les premiers à féliciter. Après cinq ans d'attente, ils ont réalisé que tout ajournement serait politiquement explosif. Le rôle de la communauté internationale aussi est à souligner, dont les médiateurs, américains, européens, et dans une moindre mesure de l'ONU, n'ont cessé d'insister sur la question. Aux Etats-Unis, le président Barack Obama, comme la secrétaire d'Etat Hillary Clinton ont plusieurs fois évoqué publiquement le référendum. Hillary Clinton en a parlé comme d'un enjeu d'intérêt national pour les Etats-Unis.

**– La période intérimaire de six**

**mois prévue entre le vote et la proclamation de l'indépendance suffira-t-elle à résoudre toutes les interrogations cruciales en suspens: partage des revenus pétroliers, tracé de la frontière, nationalité...?**

– La question ne se pose pas: le fait est que tous ces points devront être résolus. Le 15 février est la date butoir pour la proclamation officielle du résultat du référendum. Le CPA expire pour sa part le 9 juillet, date qui devrait marquer officiellement l'indépendance de la nouvelle nation, dont on ne connaît d'ailleurs pas encore le nom. D'ici là, tout devra avoir été négocié, ce qui promet d'être difficile, la principale pierre d'achoppement étant Abyei (ndlr: région pétrolifère frontalière, objet de toutes les convoitises). Les deux parties devront faire face aux nouvelles réalités. Par exemple, il est impossible que le Nord con-

serve ne serait-ce que 50% des recettes pétrolières d'avant. Quant au Sud, qui a de nombreuses ressources, il lui faudra prendre son destin en main et cesser de blâmer le Nord (ndlr: pour son sous-développement).

**– En visite mardi dernier à Juba, le président soudanais Omar al-Bachir a promis de respecter le verdict des urnes. Peut-on lui faire confiance?**

– Pour l'instant, il se comporte de manière appropriée. C'est un politicien habile. Seul le temps dira quelles sont réellement ses intentions. Au cours des six prochains mois, il faudra observer la manière dont il négocie et jusqu'à quel point il se montre flexible. Cela n'est pas sans danger pour lui: un dirigeant, qui laisse échapper un tiers de la surface de son pays et 80% de ses réserves pétrolières, est susceptible d'être confronté à des crises internes très sérieuses. La seconde moitié de cette année s'annonce donc très périlleuse pour la survie du régime à Khartoum. Le fait de perdre des recettes (pétrolières) ne va pas seulement peser sur le budget; cela va affecter sa capacité à conserver le contrôle de régions qui penchent vers le séparatisme, comme le Darfour et le front est du Soudan.

**– Les observateurs redoutent une implosion du Sud-Soudan, mosaïque ethnique complexe viciée par les rivalités. Ce risque est-il élevé?**

– Il n'y aura pas d'implosion dans l'immédiat, mais les questions ne vont pas manquer de se poser après l'indépendance. De quelle manière le pouvoir va-t-il être partagé? Quand auront lieu les élections qui doivent légitimer les autorités sud-soudanaises? C'est une priorité de l'après-référendum, or pour l'instant rien n'a été programmé. Le défi pour le Mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM/A, les ex-rebelles sudistes au pouvoir dans la région) est de se transformer en parti politique classique, dans un contexte démocratique. La communauté internationale et les donateurs peuvent contribuer à l'édification du nouvel Etat. Mais ils doivent agir stratégiquement, en ne privilégiant pas le seul centre au détriment de la périphérie du pays.